



## COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHÉS

### AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE

N°05/AONO/CMOL/CIPM/2026 DU 06/04/2026

POUR LES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE LA VOIRIE MUNICIPALE DE MOLOUNDOU (TRONÇON : CARREFOUR CONSTANTIN – CARREFOUR MOÏSE – CARREFOUR MISSION CATHOLIQUE- HÔPITAL DE DISTRICT), DÉPARTEMENT DE LA BOUMBA ET NGOKO, RÉGION DE L'EST.

#### 1. Objet de l'Appel d'Offres:

Dans le cadre du programme de transfert de compétences aux Collectivités Territoriales Décentralisées sur financement BIP 2026, le Maire de la Commune de Moloundou, Maître d'Ouvrage, lance un appel d'offres national ouvert en procédure d'urgence pour les *travaux de réhabilitation de la voirie municipale de moloundou (tronçon : carrefour Constantin – carrefour moïse – carrefour mission catholique- hôpital de district), département de la Boumba et Ngoko, région de l'est.*

#### 2. Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment :

- Installations
- Nettoyage et terrassement
- Assainissement et drainage
- Déplacement des réseaux

#### 3. Allotissement

Les travaux sont subdivisés en un lot unique.

#### 4. Coûts prévisionnels

Le coût prévisionnel des travaux à l'issue des études préalables est de *trente million (30 000 000) F CFA*

#### 5. Délais prévisionnels d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux objet du présent Appel d'Offres est de **cinq (05) mois**. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

#### 6. Participation et origine

La participation est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises de droit camerounais éligibles et remplissant les conditions reprises dans le Règlement Particulier d'Appel d'Offres (RPAO).

#### 7. Financement

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain Exercice 2026 ; sur la ligne d'imputation budgétaire suivante : **60-38-392-1-3200003-0451-523511**

#### 8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne.

#### 9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans les domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à la somme de *trois cent mille (300 000) F CFA*.

Faute de rejets, les cautions susmentionnées devront obligatoirement être accompagnée du reçu de versement du montant correspondant à la **Caisse des Dépôts et Consignation du Cameroun (CDEC)**.

Les cautions susmentionnées devront être **timbrées et liquidées à la main**. Elles devront également rester valable jusqu'à quatre-vingt-dix (90) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. **L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.**

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

**N.B. : Les Offres administratives dont les cautionnements seront produits sans les titres émis par les Établissements financiers agréés, le timbrage (caution de soumission) par les services compétents, ainsi que les récépissés de consignations délivrés par la CDEC seront rejetés ;**

#### **10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres:**

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables à la Commune de Moloundou (BP. : 46 Moloundou, tél. : 671-082-236, e-mail : [communedemoloundou@gmail.com](mailto:communedemoloundou@gmail.com)) dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne dès publication du présent avis, sur le site internet de l'ARMP ([www.armp.cm](http://www.armp.cm)), sur la page Facebook de la Commune de Moloundou et sur son site internet ([www.moloundou.cm](http://www.moloundou.cm)).

#### **11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres**

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue aux heures ouvrables à la Commune de Moloundou (BP. : 46 Moloundou, tél. : 671-082-236, e-mail : [communedemoloundou@gmail.com](mailto:communedemoloundou@gmail.com)) dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de **100 000 (cent mille) francs CFA** payable à la Recette Municipale de la Commune de Moloundou.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

#### **12. Remise des offres**

L'offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir sous pli fermé auprès de la Commune de Moloundou, au plus tard le **05/05/2026 à 12 :00** heure locale et devra porter la mention suivante :

**« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE**

**N°05/AONO/CMOL/CIPM/2026 DU 06/04/2026**

**POUR LES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE LA VOIRIE MUNICIPALE DE MOLOUNDU (TRONÇON : CARREFOUR CONSTANTIN – CARREFOUR MOÏSE – CARREFOUR MISSION CATHOLIQUE- HÔPITAL DE DISTRICT), DÉPARTEMENT DE LA BOUMBA ET NGOKO, RÉGION DE L'EST.**

**« A N'OUVRIR QU'EN SÉANCE DE DÉPOUILLEMENT »**

Les offres parvenues après les dates et heure limites de dépôt des offres ne seront pas reçues.

#### **13. Recevabilité des plis**

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Les plis ne respectant pas le nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment :

- ✓ L'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO ;
- ✓ Le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.
- ✓ Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

La caution de soumission doit obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres et avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

#### 14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps et aura lieu le **05/05/2026 à 13 :00** heure locale par la Commission Interne de Passation des Marchés de la Commune de Moloundou dans la salle des Actes de la mairie, sise au Quartier administratif.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

**Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de d'Appel d'Offres.**

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heure accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

#### 15. Critères d'évaluation

##### 15.1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

##### ❖ Offre administrative

- ✓ Absence de la caution de soumission ou caution non conforme ;
- ✓ Le non timbrage de la caution de soumission ou de l'absence de la mention manuscrite de l'Établissement financier ayant émis la caution ;
- ✓ Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées.
- ✓ Non-conformité ou absence de l'une des pièces administratives après le délai de 48 heures réglementaire, à l'exception de la caution de soumission ;
- ✓ Absence de l'attestation de catégorisation (NB : les entreprises pourront présenter le Communiqué ou la Décision de catégorisation en lieu et place de l'attestation) ;
- ✓ Absence du récépissé de la CDEC accompagnant la caution.

##### ❖ Offre technique

- ✓ Du non-respect de **12** critères essentiels sur **43** (Note de l'offre technique inférieure à **31 sur 43**) ;
- ✓ De l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- ✓ Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- ✓ Du non-respect du format de fichier des offres ;
- ✓ De l'absence de possession en propre ou en location d'un matériel minimum ;
- ✓ De l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- ✓ De l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.

##### ❖ Offre financière

- ✓ De l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- ✓ De l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;

### 15.2. Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres. Ces critères seront détaillés à l'article 6.1 du RPAO et portent à titre indicatif sur :

- ✓ La présentation de l'offre ;
- ✓ Les références du soumissionnaire ;
- ✓ La capacité financière (l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières, le chiffre d'affaires, attestation de solvabilité financière) d'au moins 30% du coût prévisionnel ;
- ✓ La qualification et l'expérience du personnel ;
- ✓ Les moyens logistiques ;
- ✓ La méthodologie.

#### N.B. :

- **Les Offres administratives dont les cautionnements seront produits sans les titres émis par les Etablissements financiers agréés, le timbrage (caution de soumission) par les services compétents, ainsi que les récépissés de consignations délivrés par la CDEC seront rejetés ;**
- **Seules les offres financières des soumissionnaires dont l'offre technique aura obtenu un pourcentage supérieur ou égal à 70%, (soit au moins 17 « oui » sur 24) seront examinées ;**
- **Les soumissionnaires catégorisés, seront exempts de présenter dans leurs dossiers techniques, les pièces justificatives relatives au chiffre d'affaires, aux références, aux moyens techniques et logistiques propres, au personnel permanent et à la localisation du siège.**

### 16. Attribution

Le Maire de la Commune de Moloundou attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante *en incluant le cas échéant les remises proposées*.

Lesdites conditions sont énoncées aux points **34.1 et 34.2** du Règlement Particulier de l'Appel d'Offre.

### 17. Nombre maximum de lots pouvant être attribués

SANS OBJET.

### 18. Durée de Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

### 19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Commune de Moloundou (BP. : 46 Moloundou, tél. : 671-082-236, e-mail : [communedemoloundou@gmail.com](mailto:communedemoloundou@gmail.com)).

### 20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) par SMS ou appel aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro 699-973-094 ou le Maire de la Commune de Moloundou (Maître d'Ouvrage) au numéro 671-082-236.

#### AMPLIATIONS

- ✓ ARMP (Pour insertion au JDM) ;
- ✓ DDMINMAP/BN ;
- ✓ DDMINEPAT/BN ;
- ✓ SG/COM MOL ;
- ✓ PDT/CIPM/MOL ;
- ✓ AFFICHAGE ;
- ✓ ARCHIVES.

Fait à Moloundou le

06 AVR 2026





## INTERNAL PROCUREMENT COMMISSION

### NOTICE OF NATIONAL CALL FOR TENDERS OPENED IN EMERGENCY PROCEDURE

N°05/AONO/CMOL/CIPM/2026 DU 06/04/2026

FOR THE REHABILITATION OF THE MUNICIPAL ROADS OF MOLOUNDOU (SECTION: CONSTANTIN CROSSROADS – MOÏSE CROSSROADS – CATHOLIC MISSION CROSSROADS – DISTRICT HOSPITAL), BOUMBA AND NGOKO DEPARTMENTS, EASTERN REGION.

#### 21. Subject of the Call for Tenders:

As part of the program for the transfer of skills to Decentralized Territorial Authorities on BIP 2026 funding, the Mayor of the Municipality of Moloundou, Project Owner, is launching a national call for tenders opened in emergency procedure for the **rehabilitation of the municipal road network of Moloundou (section: Constantin crossroads – Moïse crossroads – Catholic mission-district hospital crossroads), Boumba and Ngoko departments, eastern region.**

#### 22. Consistency of the work

The work includes:

- Facilities
- Cleaning and earthworks
- Sanitation and drainage
- Network Moves

#### 23. Allotment

The works are subdivided into a single lot

#### 24. Projected costs

The estimated cost of the work at the end of the preliminary studies is **thirty million (30,000,000) CFA francs**

#### 25. Estimated execution times

The maximum period provided by the Contracting Authority for the completion of the works subject to this Call for Tenders is **four (04) months**. This period runs from the date of notification of the service order to start the services.

#### 26. Participation and origin

Participation is open on equal terms to all eligible companies under Cameroonian law that meet the conditions set out in the Special Tender Regulations (RPAO).

#### 27. Funding

The works, subject to this Call for Tenders, are financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Housing and Urban Development Fiscal Year 2026; on the following budget line of charge: **60-38-392-1-3200003-0451-523511**

#### 28. Submission method

The method of submission chosen for this consultation is offline.

#### 29. Bid Bond

Each bidder must attach to its administrative documents a bid bond, issued by a body or a financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue the bonds in the fields of public procurement listed in Exhibit 14 of the DAO, the amount of which amounts to the sum of **three hundred thousand (300,000) CFA francs**.

In the absence of rejections, the above-mentioned guarantees must be accompanied by the receipt of payment of the corresponding amount to the **Caisse des Dépôts et Consignation du Cameroun (CDEC)**.

The above-mentioned deposits must be **stamped and paid by hand**. They must also remain valid for up to ninety (90) days beyond the initial validity date of the offers. **The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue guarantees in the context of public procurement, will lead to the outright rejection of the offer.**

A bid deposit produced but unrelated to the consultation concerned is considered to be missing.

The bid deposit presented by a bidder during the bidding session is inadmissible.

**N.B.: Administrative Bids whose guarantees are produced without the securities issued by the approved Financial Institutions, the stamping (bid bond) by the competent services, as well as the consignment receipts issued by the CDEC will be rejected;**

### 30. Consultation of the Tender Documents:

The physical file can be consulted free of charge during business hours to the Commune of Moloundou (BP.: 46 Moloundou, tel.: 671-082-236, e-mail: [communedemoloundou@gmail.com](mailto:communedemoloundou@gmail.com)) upon publication of this notice.

It can also be consulted online as soon as this notice is published, on the ARMP website ([www.arpmp.cm](http://www.arpmp.cm)), on the Facebook page of the Municipality of Moloundou and on its website ([www.moloundou.cm](http://www.moloundou.cm)).

### 31. Acquisition of the Tender Documents

The physical version of the tender documents can be obtained during business hours to the Commune of Moloundou (BP.: 46 Moloundou, tel.: 671-082-236, e-mail: [communedemoloundou@gmail.com](mailto:communedemoloundou@gmail.com)) upon publication of this notice, upon payment of a non-refundable fee for the purchase of the **100,000 (one hundred thousand) CFA francs** payable to the Municipal Revenue of the Commune of Moloundou.

It is also possible to obtain the electronic version of the file by downloading free of charge at the addresses indicated above for the electronic version. However, the submission by physical or electronic means is conditional on the payment of the DAO's purchase fees.

### 32. Submission of tenders

The offer, written in French or English in seven (07) copies, including one (01) original and six (06) copies marked as such, must reach the Municipality of Moloundou in a sealed envelope no later than **05/05/2026 at 12:00 local** time and must bear the following mention:

**"NOTICE OF NATIONAL CALL FOR TENDERS OPENED UNDER URGENT PROCEDURE**

**N°05/AONO/CMOL/CIPM/2026 DU 06/04/2026**

**FOR THE REHABILITATION OF THE MUNICIPAL ROADS OF MOLOUNDOU (SECTION: CONSTANTIN CROSSROADS – MOÏSE CROSSROADS – CATHOLIC MISSION CROSSROADS – DISTRICT HOSPITAL),**

**BOUMBA AND NGOKO DEPARTMENTS, EASTERN REGION.**

**"TO BE OPENED ONLY DURING THE COUNTING SESSION"**

Bids received after the deadline for submission of bids will not be received.

### 33. Admissibility of Envelopes

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and delivered in a sealed envelope.

The following shall be inadmissible by the Contracting Authority:

- Envelopes bearing the information on the identity of the tenderer;
- Envelopes received after the deadlines for submission;
- Envelopes that do not comply with the submission method;
- Envelopes without indicating the identity of the Invitation to Tender;
- Envelopes that do not comply with the number of copies indicated in the OSPFR or offer only in copies;

Any incomplete bid in accordance with the requirements of the Tender Documents will be declared inadmissible. These include:

- ✓ The absence of the bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of finance to issue the bonds in the field of public procurement and listed in Exhibit 14 of the DAO ;

- ✓ Failure to comply with the templates of the documents in the Tender Documents will result in the outright rejection of the tender without any recourse.
- ✓ A bid deposit produced but unrelated to the consultation concerned is considered to be missing.  
The bid deposit presented by a bidder during the bidding session is inadmissible.  
The bid bond must be less than three (03) months prior to the original date of submission of the tenders and have been established after the date of signature of the Notice of Invitation to Tender.

### 34. Opening of the envelopes

The opening of the bids will be done in one time and will take place on **05/05/2026 at 13:00** local time by the Internal Procurement Commission of the Municipality of Moloundou in the Acts Room of the Town Hall, located in the Administrative District.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a duly authorised person of their choice, even in the case of a consortium of undertakings.

**Under penalty of rejection, the required documents in the administrative file must be produced in originals or in certified copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be less than three (03) months old or have been established after the date of signature of the tender notice.**

In the event of the absence or non-conformity of a document from the administrative file when the tenders are opened, after a period of 48 hours granted by the Commission, the tender will be rejected.

### 35. Evaluation criteria

#### 35.1. Elimination criteria

The eliminatory criteria set out the minimum conditions to be met in order to be admitted to the evaluation according to the essential criteria. They should not be rated. Failure to comply with these criteria shall result in the rejection of the tenderer's tender.

These include:

#### ❖ **Administrative offer**

- ✓ Absence of the bid bond or non-compliant bond;
- ✓ The non-stamping of the bid bond or the absence of the handwritten mention of the Financial Institution that issued the guarantee;
- ✓ False declarations, fraudulent maneuvers or falsified documents.
- ✓ Non-compliance or absence of any of the administrative documents after the regulatory 48-hour period, with the exception of the tender deposit;
- ✓ Absence of the categorization certificate (NB: companies will be able to present the Communiqué or the Categorization Decision instead of the certificate);
- ✓ Absence of the CDEC receipt accompanying the deposit.

#### ❖ **Technical offer**

- ✓ Failure to comply with **12** essential criteria out of **43** (Technical offer score of less than **31 out of 43**);
- ✓ The absence of a sworn declaration of non-abandonment of the construction sites in the last three years;
- ✓ False declarations, fraudulent tactics or falsified documents;
- ✓ Failure to comply with the file format of the tenders;
- ✓ The lack of own or rental possession of a minimum amount of equipment;
- ✓ The absence of the dated and signed charter of integrity;
- ✓ From the absence of the declaration of commitment to the respect of environmental and social clauses dated and signed.

#### ❖ **Financial offer**

- ✓ The absence of a quantified unit price in the Financial Offer;
- ✓ The absence of an element of the financial offer (the tender, the BPU, the DQE);

#### 35.2. Essential criteria

The so-called essential criteria are those that are essential or key to judging the technical and financial capacity of the candidates to perform the services that are the subject of the call for tenders. These criteria will be detailed in section 6.1 of the OSPR and relate to the following information purposes only:

- ✓ The presentation of the offer;

- ✓ The bidder's references;
- ✓ Financial capacity (access to a line of credit or other financial resources, turnover, certificate of financial solvency) of at least 30% of the estimated cost;
- ✓ The qualification and experience of the staff;
- ✓ Logistical means;
- ✓ The methodology.

**N.B.:**

- **Administrative Bids whose guarantees are produced without the securities issued by the approved Financial Institutions, the stamping (bid bond) by the competent services, as well as the consignment receipts issued by the CDEC will be rejected;**
- **Only the financial offers of the bidders whose technical offer has obtained a percentage greater than or equal to 72%, (i.e. at least 31 "yes" votes out of 43) will be examined;**
- **Categorized bidders will be exempt from presenting in their technical files, supporting documents relating to turnover, references, own technical and logistical means, permanent staff and the location of the headquarters.**

**36. Attribution**

The Mayor of the Municipality of Moloundou will award the contract to the bidder who has submitted a bid that meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated the lowest bidder, including the proposed discounts, if applicable.

The said conditions are set out in points **34.1 and 34.2** of the Special Regulations of the Call for Tenders.

**37. Maximum number of prizes that can be awarded**

NOT APPLICABLE.

**38. Duration of Offers**

Bidders remain bound by their bids for **ninety (90) days** from the deadline set for the submission of bids.

**39. Additional information**

Additional information can be obtained during working hours from the Municipality of Moloundou (BP.: 46 Moloundou, tel.: 671-082-236, e-mail: [communedemoloundou@gmail.com](mailto:communedemoloundou@gmail.com)).

**40. Fight against corruption and bad practices**

For any denunciation of practices, facts or acts of corruption or bad practices, please call CONAC at 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) by SMS or call at (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, the ARMP at 699-973-094 or the Mayor of the Commune of Moloundou (Project Owner) at 671-082-236.

Fait à Moloundou le

06 AVR 2026

**Ampliations:**

- DDMINMAP/BN;
- ARMP-East (for insertion in the JDM);
- President CIPM (for information);
- SPDL/CMOL (for archiving);
- Display.

